

HYLORIS PHARMACEUTICALS SA
Boulevard Patience & Beaujonc 3/1
4000 Liège (Belgique)
Numéro d'entreprise : 0674.494.151
RPM Liège, division Liège
(la « **Société** »)

**RAPPORT SPÉCIAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION EN APPLICATION DE
L'ARTICLE 7:199 DU CODE DES SOCIÉTÉS ET DES ASSOCIATIONS RELATIF AU CAPITAL
AUTORISÉ**

Mesdames, Messieurs,

Le conseil d'administration (le « **Conseil** ») a l'honneur de présenter, conformément aux prescriptions prévues au Code des sociétés et des associations (« **CSA** »), le présent rapport (le « **Rapport** ») relatif à la proposition de lui conférer l'autorisation d'augmenter le capital dans le cadre du « capital autorisé ».

1 INTRODUCTION

La proposition du Conseil de renouveler l'autorisation d'augmenter le capital souscrit dans le cadre du « capital autorisé », accordée pour la première fois au Conseil lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue le 8 juin 2020, fait partie de la conduite normale de l'organisation de la Société et sera soumise pour approbation à l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires qui se tiendra le 11 juin 2024 (ou le 12 juillet 2024 si le quorum de présence pour les points à l'ordre du jour n'est pas atteint lors de la première assemblée générale extraordinaire des actionnaires) (« **AGE** »). Bien que l'autorisation accordée par l'assemblée générale des actionnaires du 8 juin 2020 ne soit pas encore expirée, le Conseil est d'avis qu'il est opportun de renouveler cette autorisation anticipativement afin d'éviter toute perte temporaire de l'autorisation.

2 LE CAPITAL AUTORISÉ – CIRCONSTANCES DANS LESQUELLES LE CAPITAL AUTORISÉ PEUT ÊTRE UTILISÉ

Le Conseil propose aux actionnaires de la Société d'autoriser le Conseil à augmenter, en une ou plusieurs fois, le capital souscrit, en ce compris en émettant des obligations convertibles et des droits de souscription, dans les limites fixées par l'article 7:198 et suivants du CSA, à concurrence d'un montant maximal égal au montant du capital de la Société.

Lesdites augmentations de capital s'effectueront suivant les modalités à déterminer par le Conseil, comme entre autres :

- i. par apport en numéraire, par apport en nature ou par apport mixte ;
- ii. par incorporation ou non de réserves, primes d'émission ou autres éléments des capitaux propres ;
- iii. avec ou sans émission d'actions nouvelles (en dessous ou au-dessus du pair comptable, ou au pair comptable des actions existantes de la même classe, avec ou sans prime d'émission) ou d'autres titres ; ou
- iv. par l'émission d'obligations convertibles, de droits de souscription ou d'autres titres.

Le Conseil pourra notamment utiliser l'autorisation relativement à ce qui suit :

- i. les augmentations de capital et les émissions d'obligations convertibles ou de droits de souscription à l'occasion desquelles le droit de préférence des actionnaires est limité ou supprimé (art. 7:200, 1° CSA) ;
- ii. les augmentations de capital et les émissions d'obligations convertibles à l'occasion desquelles le droit de préférence des actionnaires est limité ou supprimé en faveur d'une ou plusieurs personnes déterminées, autres que les membres du personnel (art. 7:200, 2° CSA) ; et
- iii. les augmentations de capital effectuées par incorporation des réserves (art. 7:200, 3° CSA).

Lors d'une augmentation de capital dans les limites du capital autorisé, le Conseil est autorisé à demander une prime d'émission, qui sera portée à un ou plusieurs comptes distincts dans les capitaux propres au passif du bilan.

En outre, conformément à l'article 7:202, al. 2, 2° du CSA ; le Conseil demande à être spécifiquement autorisé à augmenter le capital même après la réception par la Société de la communication faite par l'Autorité des services et marchés financiers selon laquelle elle a été saisie d'un avis d'offre publique d'acquisition la visant jusqu'à la clôture de cette offre pour autant que : (i) les actions créées en vertu de l'augmentation du capital soient dès leur émission entièrement libérées, (ii) le prix d'émission des actions créées en vertu de l'augmentation du capital ne soit pas inférieur au prix de l'offre et (iii) le nombre d'actions créées en vertu de l'augmentation du capital ne dépasse pas un dixième des actions représentatives du capital émises antérieurement à l'augmentation de capital.

Il est précisé qu'en vertu du CSA, le Conseil ne peut pas, dans le cadre du capital autorisé, décider de ce qui suit :

- i. émettre des droits de souscription réservés à titre principal à une ou plusieurs personnes déterminées autres que les membres du personnel (art. 7:201, 1° CSA) ;
- ii. émettre des actions à droit de vote multiple ou des titres donnant droit à l'émission de ou à la conversion en actions à droit de vote multiple (art. 7:201, 2° CSA) ;
- iii. augmenter le capital réalisé principalement par des apports en nature réservés exclusivement à un actionnaire de la société détenant des titres de cette société auxquels sont attachés plus de 10 % des droits de vote (art. 7:201, 3° CSA) ; ou

- iv. émettre une nouvelle classe de titres (art. 7:201, 4° CSA).

Le Conseil pourra utiliser ces autorisations pour une durée de cinq ans à compter de leur publication aux Annexes du Moniteur belge. Conformément à l'article 7:202, al. 2, 2° du CSA, l'autorisation spécifique dans le cas d'une offre publique d'acquisition (voir ci-dessus), ne sera toutefois valable que pour les offres dont la Société reçoit la communication susmentionnée au plus tard 3 ans après la date de l'AGE.

Si l'AGE approuvait la proposition du Conseil, l'article 6 des statuts de la Société sera modifié comme suit:

« Le conseil d'administration a le pouvoir d'augmenter le capital, en une ou plusieurs fois, à concurrence d'un montant maximum (hors prime d'émission) de EUR 140.001,87.

Le conseil d'administration peut exercer ce pouvoir pendant une période de 5 ans à compter de la publication de l'autorisation, accordée le 11 juin 2024.

Ces augmentations de capital s'effectueront suivant les modalités à déterminer par le conseil d'administration, comme entre autres (i) par apport en numéraire, par apport en nature ou par apport mixte, (ii) par incorporation de réserves, primes d'émission ou autres éléments des capitaux propres, (iii) avec ou sans émission d'actions nouvelles (en dessous ou au-dessus du pair comptable, ou au pair comptable des actions existantes de la même classe, avec ou sans prime d'émission) ou d'autres titres, ou (iv) par l'émission d'obligations convertibles, de droits de souscription ou d'autres titres.

Le conseil d'administration peut recourir à ce pouvoir pour (i) les augmentations de capital ou les émissions d'obligations convertibles ou de droits de souscription à l'occasion desquelles le droit de préférence des actionnaires est limité ou supprimé, (ii) les augmentations de capital ou les émissions d'obligations convertibles à l'occasion desquelles le droit de préférence des actionnaires est limité ou supprimé en faveur d'une ou plusieurs personnes déterminées, autres que les membres du personnel, et (iii) les augmentations de capital par incorporation de réserves.

L'éventuelle prime d'émission sera portée à un ou plusieurs comptes distincts dans les capitaux propres au passif du bilan.

Le conseil d'administration est également expressément autorisé à augmenter le capital même après la réception par la société de la communication faite par la FSMA selon laquelle elle a été saisie d'un avis d'offre publique d'acquisition la visant. Cette autorisation est valable pour les offres publiques d'acquisition dont la société reçoit la communication susmentionnée au plus tard 3 ans après le 11 juin 2024.»

3 CIRCONSTANCES SPÉCIFIQUES DANS LESQUELLES LE CAPITAL AUTORISÉ PEUT ÊTRE UTILISÉ ET LES OBJECTIFS POURSUIVIS

Le capital autorisé permet au Conseil de préserver les intérêts de la Société et de réagir de manière adéquate notamment dans les circonstances qui requièrent une certaine flexibilité et/ou une rapidité d'exécution.

Les procédures relatives à la convocation et à la tenue d'une assemblée générale extraordinaire applicables à une société cotée sont effectivement relativement longues, complexes et coûteuses. Dans certaines circonstances, le respect de ces procédures pourrait être inconciliable avec la nécessité pour

la Société de réagir rapidement aux fluctuations des marchés de capitaux, saisir certaines opportunités ou faire face à des menaces qui pourraient porter préjudice à ses intérêts (en ce compris des offres publiques d'acquisition). Ainsi, les conditions de marchés pourraient évoluer rapidement et de manière significative pendant la période de plus d'un mois nécessaire à la convocation d'une assemblée générale et ce, au détriment des intérêts de la Société.

Par ailleurs et, dans certaines circonstances, la nécessité de convoquer une assemblée générale extraordinaire pourrait mener à l'annonce prématurée d'une opération, risquant de mettre en péril l'issue favorable des négociations relatives à cette opération et donc la réalisation effective de celle-ci. Il pourrait en aller ainsi par exemple au cas où la Société souhaiterait admettre un ou plusieurs actionnaire(s) institutionnel(s), stratégique(s) ou autre(s) dans son actionariat, souhaiterait financer, payer (par exemple en contrepartie d'une offre publique d'acquisition) ou soutenir (par exemple au moyen d'un « *equity kicker* ») une transaction telle qu'une acquisition – privée ou publique – de titres ou d'actifs d'une ou plusieurs société(s) ou entreprise(s), effectuer des dépenses en immobilisations (« *capital expenditures* »), des investissements, ou encore conclure des partenariats ou alliances stratégiques par l'émission de titres (en tout ou en partie)

Le Conseil pourra également utiliser le capital autorisé dans le cadre de la politique de rémunération de la Société, notamment pour l'émission d'actions, d'options d'achat d'actions ou de droits de souscription à des membres du personnel (i.e. ses employés, membres du comité exécutif et administrateurs de la Société ou de ses filiales tel que défini par le CSA) ainsi que, de manière générale, à des personnes qui, dans le cadre de leur activité professionnelle, se sont rendues utiles à la Société et à ses filiales.

Enfin, le Conseil peut envisager d'utiliser le capital autorisé afin de rémunérer ses actionnaires d'une manière particulière, par exemple par le versement d'un dividende en actions.

Il convient d'interpréter de la manière la plus large possible l'ensemble des modalités et conditions susmentionnées régissant l'utilisation du capital autorisé et des objectifs susmentionnés pour l'utilisation du capital autorisé.

4 CONCLUSION

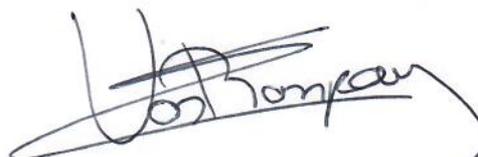
Le Conseil est convaincu que le « capital autorisé » lui permettra d'agir dans le meilleur intérêt de la Société.

Le Conseil demande aux actionnaires de lui conférer cette autorisation.

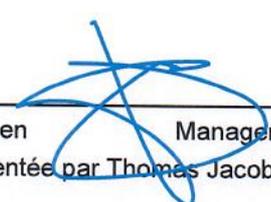
Approuvé le __ mai 2024,

Pour le Conseil,

Stefan Yee



SVR Management BV, représentée par
Stijn Van Rompay



Jacobsen Management BV,
représentée par Thomas Jacobsen

Van Rompay Management BV,
représentée par Leon Van Rompay

NOSHAQ Partners BV, représentée par
Marc Foidart

James Gale

Caroline Meyers

Pienter-Jan BV, représentée par Chris
Buyse

HYLORIS PHARMACEUTICALS SA

Public limited liability Company (*société anonyme/naamloze vennootschap*)

Boulevard Patience & Beaujonc 3/1

4000 Liège (Belgium)

Company number : 0674.494.151

RLE Liège, division Liège

(la « **Société** »)

**SPECIAL REPORT OF THE BOARD OF DIRECTORS PURSUANT TO ARTICLE 7:199 OF THE
BELGIAN CODE OF COMPANIES AND ASSOCIATIONS RELATING TO AUTHORIZED
CAPITAL**

Ladies and Gentlemen,

The Board of Directors (the "**Board**") is pleased to present this report (the "**Report**"), in accordance with the provisions of the Belgian Code of Companies and Associations ("**BCCA**"), regarding the proposal to grant its authorization to increase capital within the framework of the "authorized capital".

1 INTRODUCTION

The Board's proposal to renew the authorization to increase the subscribed capital under the "authorized capital", first granted to the Board at the Extraordinary General Meeting of Shareholders held on 8 June 2020, is part of the normal conduct of the Company's organization and will be submitted for approval at the extraordinary general meeting of shareholders to be held on 11 June 2024 (or on 12 July 2024 if the attendance quorum for the items on the agenda were not to be reached on the first extraordinary general meeting of shareholders) ("**EGM**"). While the authorization granted by the extraordinary general meeting of shareholders of 8 June 2020 has not yet expired, the Board is of the opinion that it is useful to renew this authorization in advance in order to avoid any temporary loss of the authorization.

2 AUTHORIZED CAPITAL - CIRCUMSTANCES IN WHICH AUTHORIZED CAPITAL MAY BE USED

The Board proposes that the Company's shareholders authorize the Board to increase, on one or more occasions, the subscribed capital, including by issuing convertible bonds and subscription rights, within the limits set by Article 7:198 et seq BCCA, up to a maximum amount equal to the amount of the Company's capital.

The said capital increases will be carried out in accordance with the terms and conditions to be determined by the Board, including:

- i. by contribution in cash, by contribution in kind or by mixed contribution;
- ii. by the incorporation, or not, of reserves share premiums or other equity instruments;
- iii. with or without the issue of new shares (below or above par, or at par with existing shares of the same series, with or without a premium) or other securities; or

- iv. by issuing convertible bonds, subscription rights or other securities.

In particular, the Board may use the authorization in connection with the following:

- i. capital increases and issues of convertible bonds or subscription rights where shareholders' preferential rights are limited or cancelled (art. 7:200, 1° BCCA);
- ii. capital increases and convertible bond issues where shareholders' preferential rights are limited or waived in favor of one or more determined persons other than personnel (art. 7:200, 2° BCCA); and
- iii. capital increases by incorporation of reserves (art. 7:200, 3° BCCA).

Whenever the capital is increased within the limits of the authorized capital, the Board is authorized to request a share premium, which will be booked in one or more separate accounts under equity on the liabilities side of the balance sheet.

In addition, pursuant to Article 7:202, para 2, 2° of the BCCA, the Board requests that it be specifically authorized to increase capital even after the Company has received notice from the Financial Services and Markets Authority that it has received a takeover bid for the Company, until such bid closes, provided that: (i) the shares created by virtue of the capital increase are fully paid up as of their issue, (ii) the issue price of the shares created by virtue of the capital increase is not less than the offer price and (iii) the number of shares created by virtue of the capital increase does not exceed one tenth of the shares representing the capital issued prior to the capital increase.

It should be noted that under the BCCA, the Board may not, within the framework of the authorized capital, take any of the following decisions:

- i. issue subscription rights reserved primarily for one or more determined persons other than personnel (art. 7:201, 1° BCCA);
- ii. issue shares with plural voting rights or securities granting a right to the issue of or conversion into shares with multiple voting rights (art. 7:201, 2° BCCA);
- iii. increase the capital mainly through contributions in kind reserved exclusively for a shareholder of the company holding securities of that company to which more than 10% of the voting rights are attached (art. 7:201, 3° BCCA); or
- iv. issue a new series of securities (art. 7:201, 4° BCCA).

The Board may exercise these authorizations for a period of five years from their publication in the Annexes to the Belgian Official Gazette. Pursuant to Article 7:202, para 2, 2° of the BCCA, the specific authorization in the case of a takeover bid (see above), however, will only be valid for bids of which the Company receives the above-mentioned communication no later than 3 years after the date of the EGM.

If the EGM approves the Board's proposal, Article 6 of the Company's Articles of Association will be amended as follows:

"The board of directors is authorized to increase the share capital, on one or more occasions, up to a maximum amount (excluding share premium) of EUR 140,001.87.

The board of directors may exercise this authorization for a period of 5 years from publication of the authorization, granted on 11 June 2024.

These capital increases will be carried out in accordance with the terms and conditions to be determined by the board of directors, such as (i) by contribution in cash, contribution in kind or mixed contribution, (ii) by incorporation of reserves, share premiums or other equity instruments, (iii) with or without the issue of new shares (below or above the par value, or at the par value of existing shares of the same series, with or without a share premium) or other securities, or (iv) by the issue of convertible bonds, subscription rights or other securities.

The board of directors may exercise this authorization for (i) capital increases or issues of convertible bonds or subscription rights where shareholders' preferential rights are limited or cancelled, (ii) capital increases or issues of convertible bonds where shareholders' preferential rights are limited or cancelled in favor of one or more specific persons other than personnel, and (iii) capital increases by incorporation of reserves.

Any share premium will be booked in one or more separate accounts under equity on the liabilities side of the balance sheet.

The board of directors is also expressly authorized to increase the capital even after the company has received notification from the FSMA that it has received notification of a takeover bid for the company. This authorization is valid for takeover bids for which the company receives the aforementioned communication no later than 3 years after 11 June 2024."

3 SPECIFIC CIRCUMSTANCES IN WHICH AUTHORIZED CAPITAL MAY BE USED AND THE OBJECTIVES PURSUED

The authorized capital enables the Board to safeguard the Company's interests and to react appropriately, particularly in circumstances requiring flexibility and/or rapid execution.

The procedures for convening and holding an extraordinary general meeting applicable to a listed company are indeed relatively long, complex and costly. In certain circumstances, compliance with these procedures could be irreconcilable with the need for the Company to react rapidly to fluctuations in the capital markets, seize certain opportunities or deal with threats that could be detrimental to its interests (including takeover bids). Thus, market conditions could change rapidly and significantly during the period of more than one month required to convene a shareholders' meeting, to the detriment of the Company's interests.

Moreover, in certain circumstances, the need to convene an extraordinary general meeting could lead to the premature announcement of a transaction, which could jeopardize the favorable outcome of negotiations relating to this transaction and thus its effective completion. This could be the case, for example, if the Company wished to admit one or more institutional, strategic or other shareholder(s) to its shareholding structure, or wished to finance, pay (e.g. in consideration for a takeover bid) or support (e.g. by means of an *equity kicker*) a transaction such as a private or public acquisition of securities or

assets of one or more companies or businesses, make capital expenditures, investments, or enter into strategic partnerships or alliances by issuing securities (in whole or in part).

The Board may also use the authorized capital as part of the Company's remuneration policy, in particular to issue shares, stock options or subscription rights to members of personnel (i.e. employees, members of the executive committee and directors of the Company or its affiliates as defined by the BCCA) and, more generally, to persons who, in the course of their professional activities, have made themselves useful to the Company and its subsidiaries.

Finally, the Board may consider using the authorized capital to remunerate its shareholders in a particular way, for example by paying a dividend in shares.

All the aforementioned terms and conditions governing the use of authorized capital and the aforementioned objectives for the use of authorized capital are to be interpreted as broadly as possible.

4 CONCLUSION

The Board is convinced that the "authorized capital" will enable it to act in the best interests of the Company.

The Board is asking shareholders to grant it this authorization.

Approved on __ May 2024,

For the Board,



Stefan Yee

SVR Management BV, represented by
Stijn Van Rompay

Jacobsen Management BV,
represented by Thomas Jacobsen

Van Rompay Management BV,
represented by Leon Van Rompay

NOSHAQ Partners BV, represented by
Marc Foidart

James Gale

Caroline Meyers

Pienter-Jan BV, represented by Chris
Buyse